

Économie de la Polynésie française: réforme ou déclin

Christian MONTET

Professeur de Sciences Économiques

Université de la Polynésie française



1. La longue anémie de l'économie polynésienne

2. Causes:

- ▶ Faible compétitivité
- ▶ Mauvaise gouvernance

3. La réforme ou le déclin



1. La longue anémie de l'économie polynésienne

▲ L'économie polynésienne aujourd'hui:
PIB en millions de Fcfp en 2006

Polynésie

536 000

(256 000 hab)

(2,09 millions Fcfp/hab)

soit 17600 Euros/hab

Métropole

190 309 000

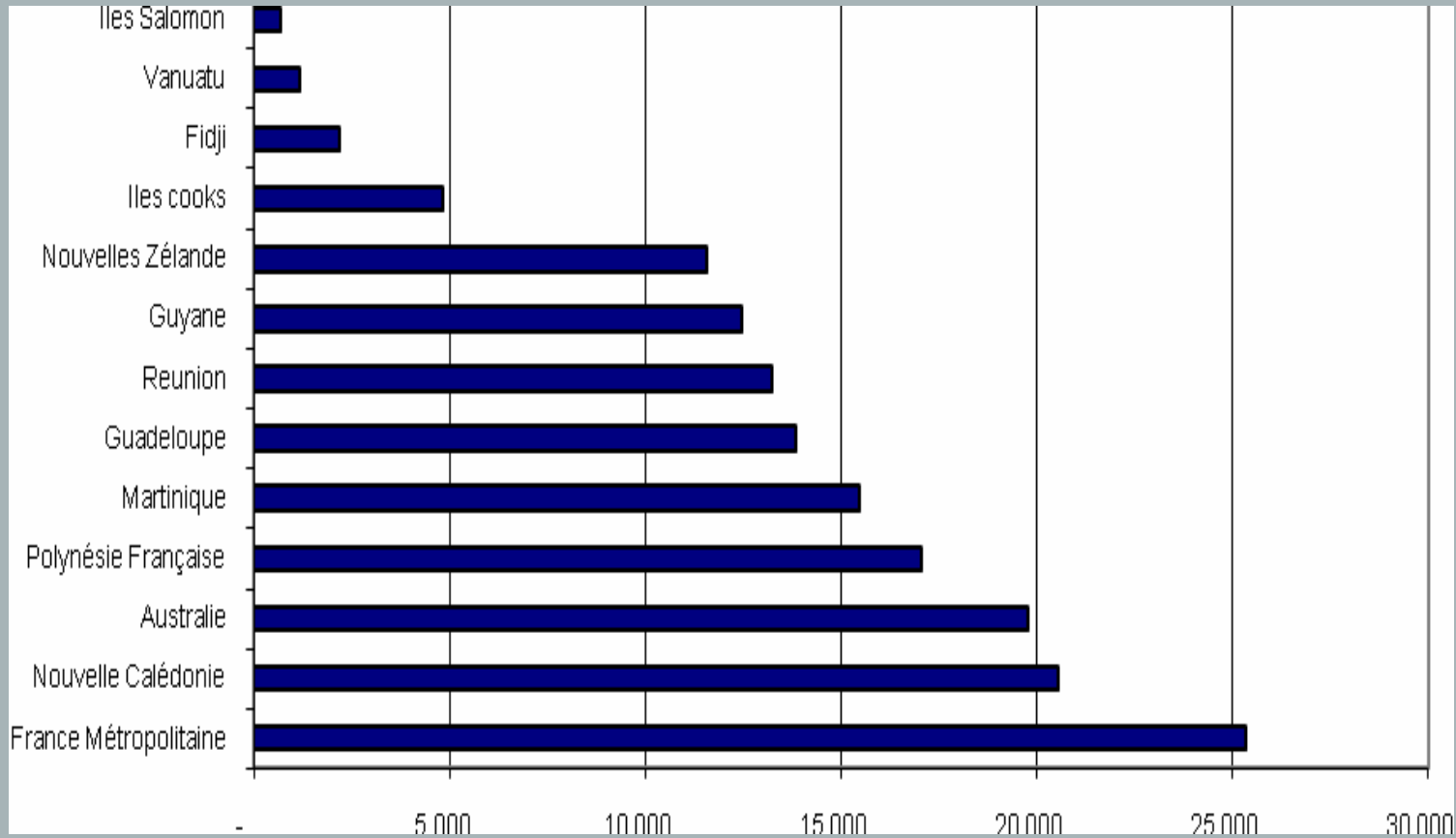
(61 932 000 hab)

(3,07 millions Fcfp/hab)

soit 25800 Euros/hab



PIB/habitant en euros 2007



- ▲ Croissance des années 70-80: stimulée par les dépenses publiques de la France (CEP)
- ▲ Fin des années 80: part des versements de l'État dans le PIB de la PF: environ 34%
- ▲ Après la fin des essais nucléaires, objectif d'autonomie économique: ne plus dépendre des transferts de l'État français pour assurer la croissance



Le Pacte de progrès et les performances des années 90

- ▲ Pacte de progrès (signé en 1993), suivi d'une loi d'orientation en 1994 :
 - ▲ affiche un objectif de développement des ressources propres de la PF (tourisme, pêche, perles,.....).



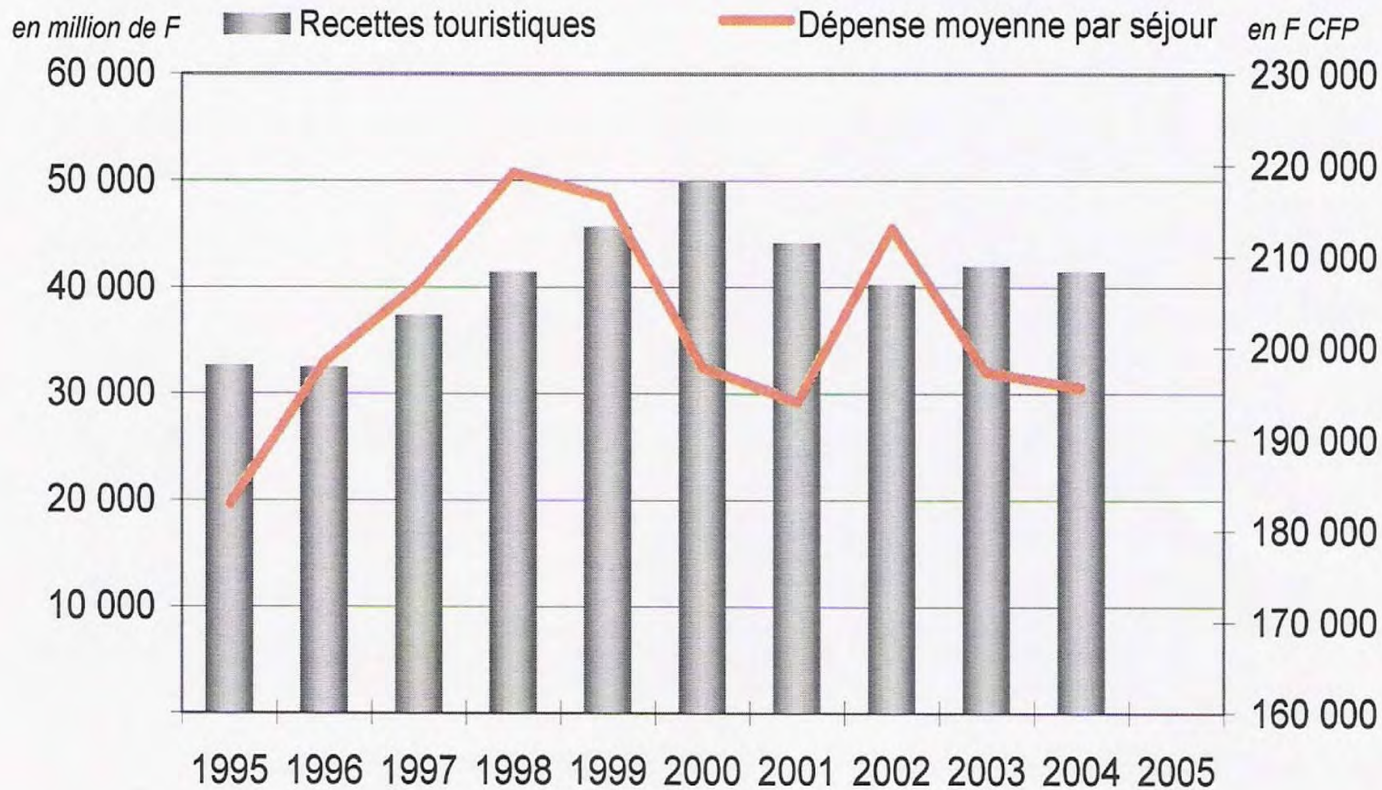
▲ Performances des années 90:

▲ Développement de ressources propres effectif:

- ▲ Sorte de politique « industrielle » pour le tourisme et la pêche (défiscalisation, subventions, etc...)
- ▲ Développement plus « spontané » pour la perle



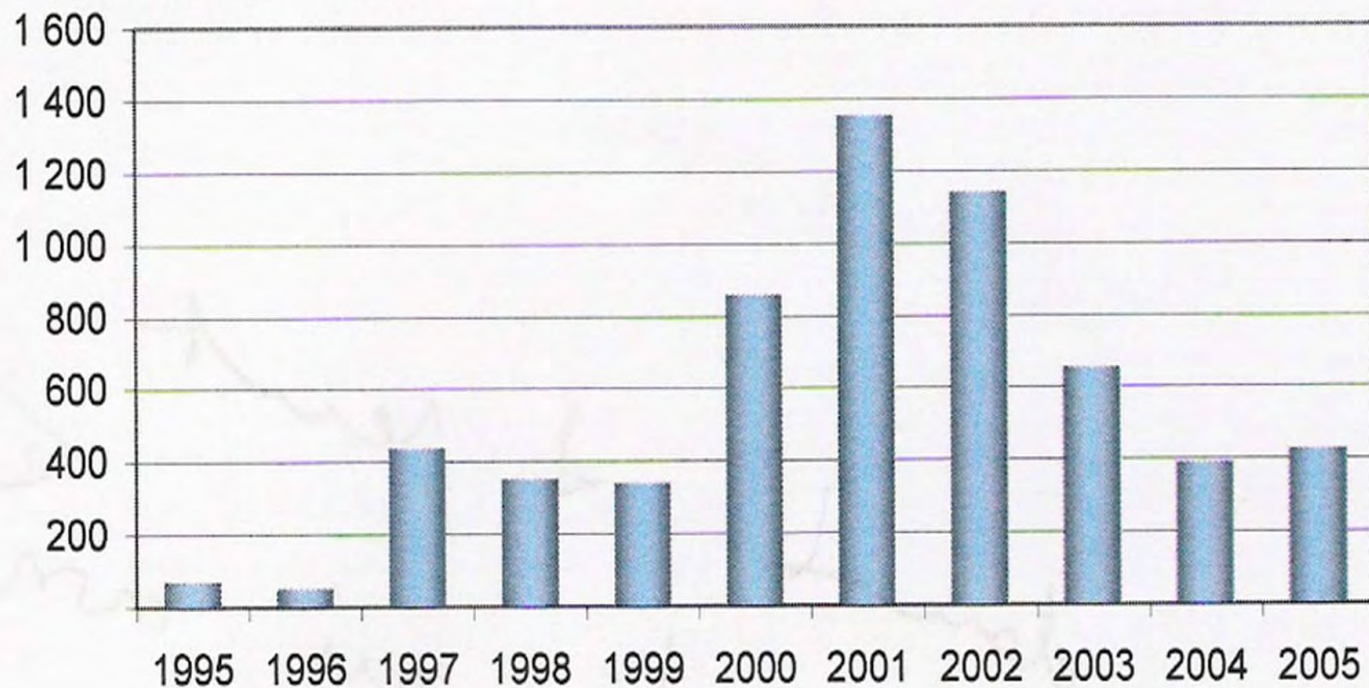
Recettes touristiques



Source: CEROM (IEOM, ISPF, SPPE, AFD)

Exportations de poissons

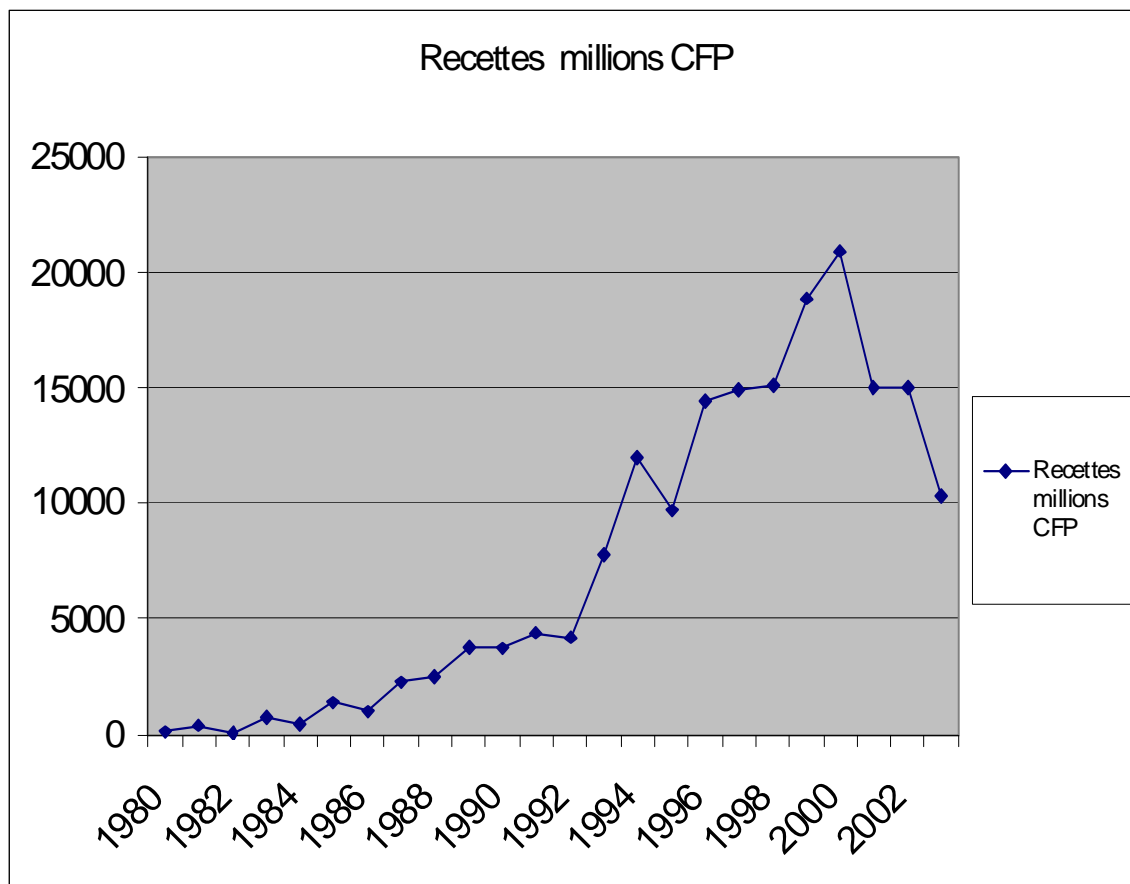
en millions de F



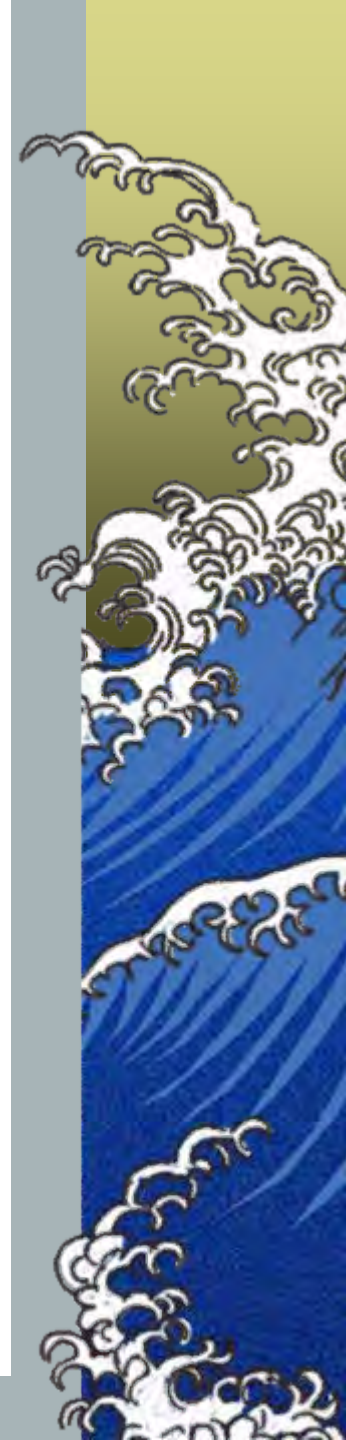
Source: CEROM (IEOM, ISPF, SPPE, AFD)

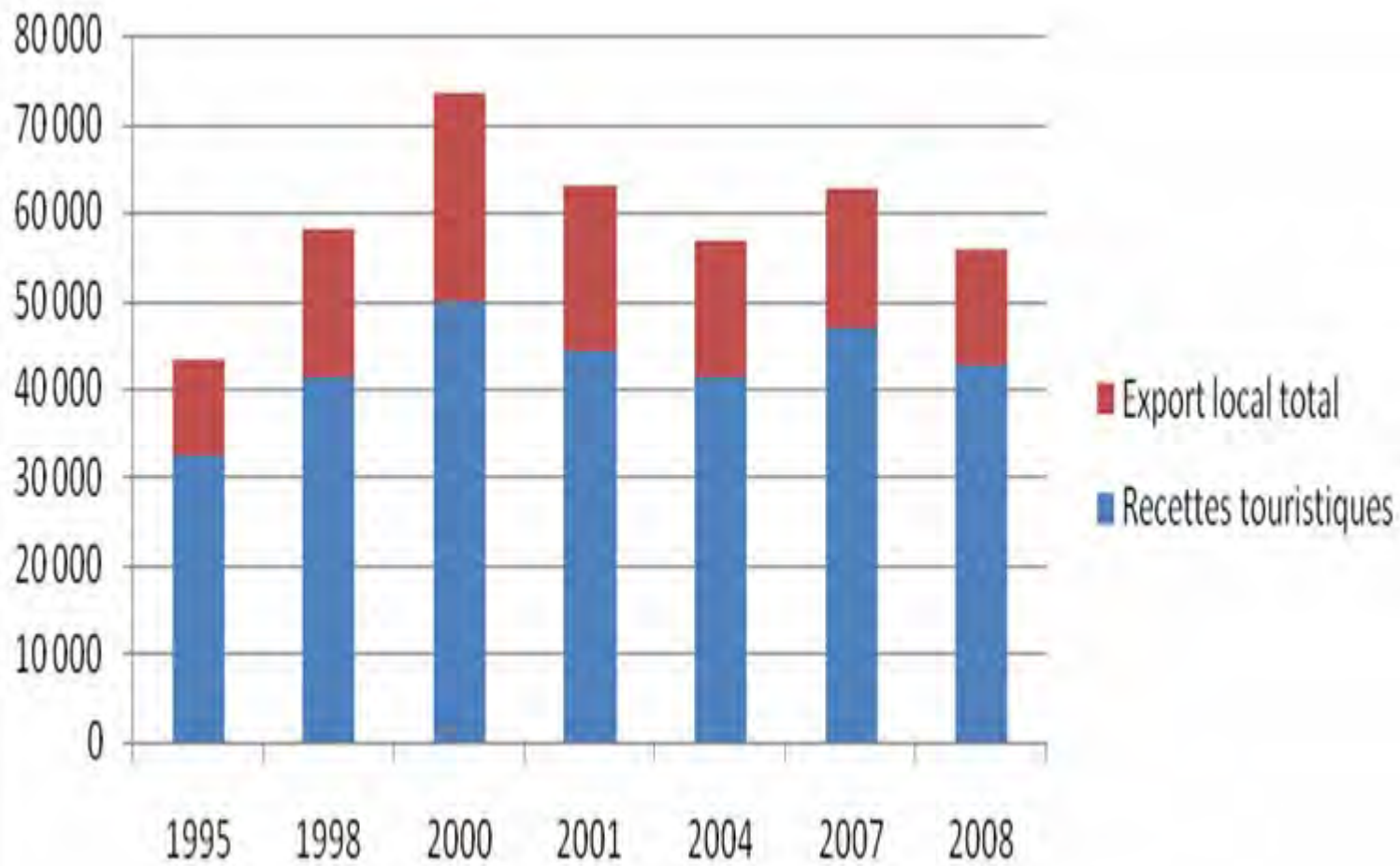


EXPORTATIONS DE PERLES DE CULTURE BRUTES (en millions de Fcfp)



Source: données service de la perliculture



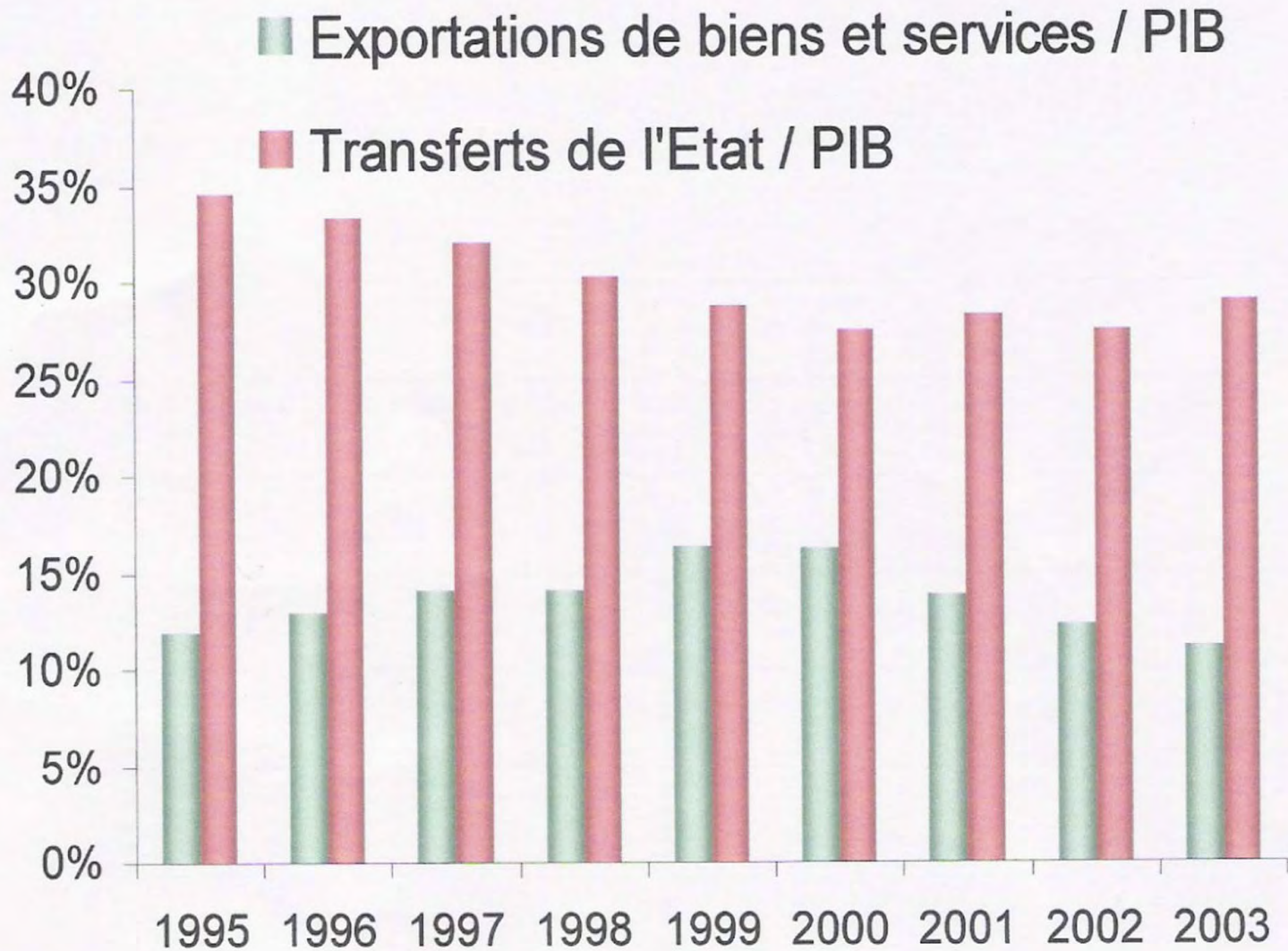


- ▲ Succès évident qui se traduit par une réduction de la dépendance à l'égard des transferts



- ▶ Résultats positifs significatifs jusqu'au tournant de 2000/01
- ▶ Mais il semble qu'alors la politique de recherche d'autonomie accrue atteigne ses limites

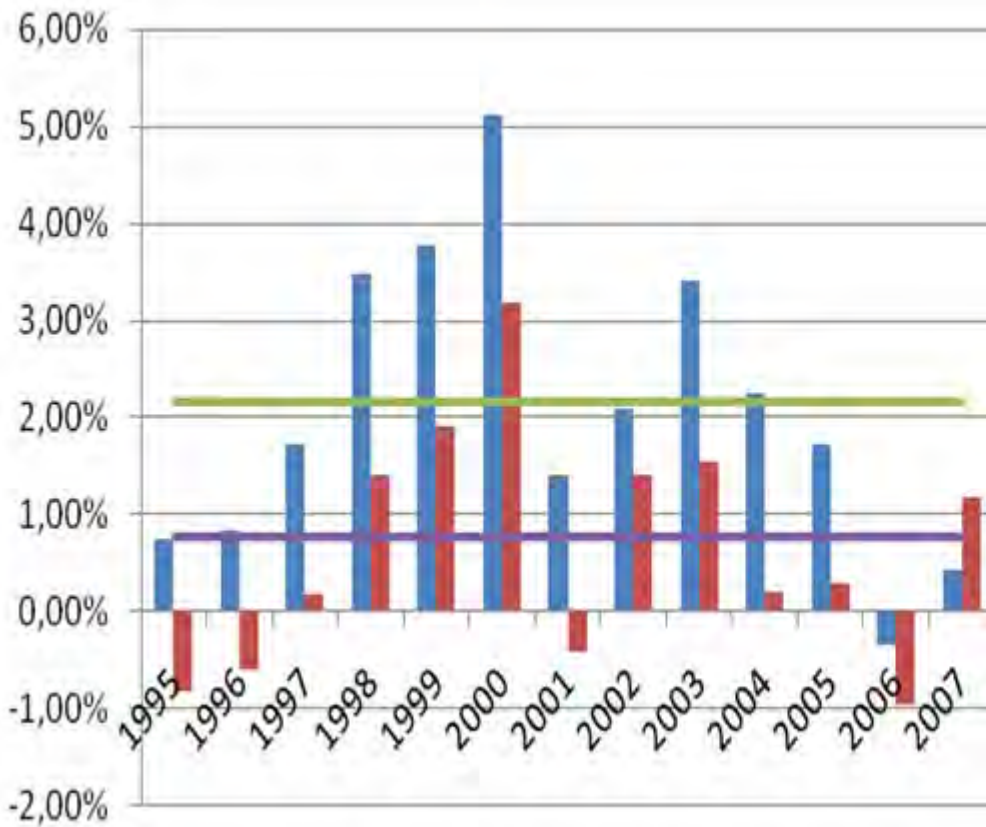




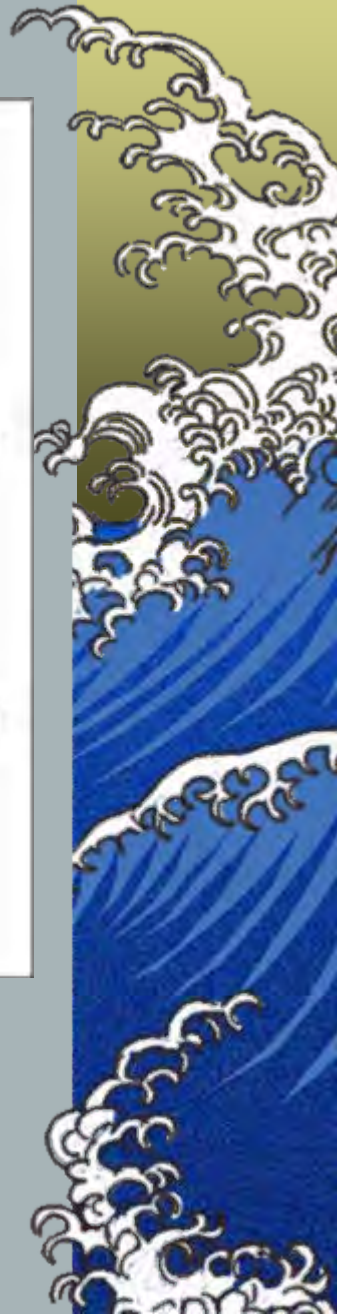
Source: CEROM (IEOM, ISPF, SPPE, AFD)

- ▲ En fait: déclin depuis 2000-01
- ▲ Et sur la longue période: de la fin des années 1980 à nos jours le PIB réel par habitant a stagné !

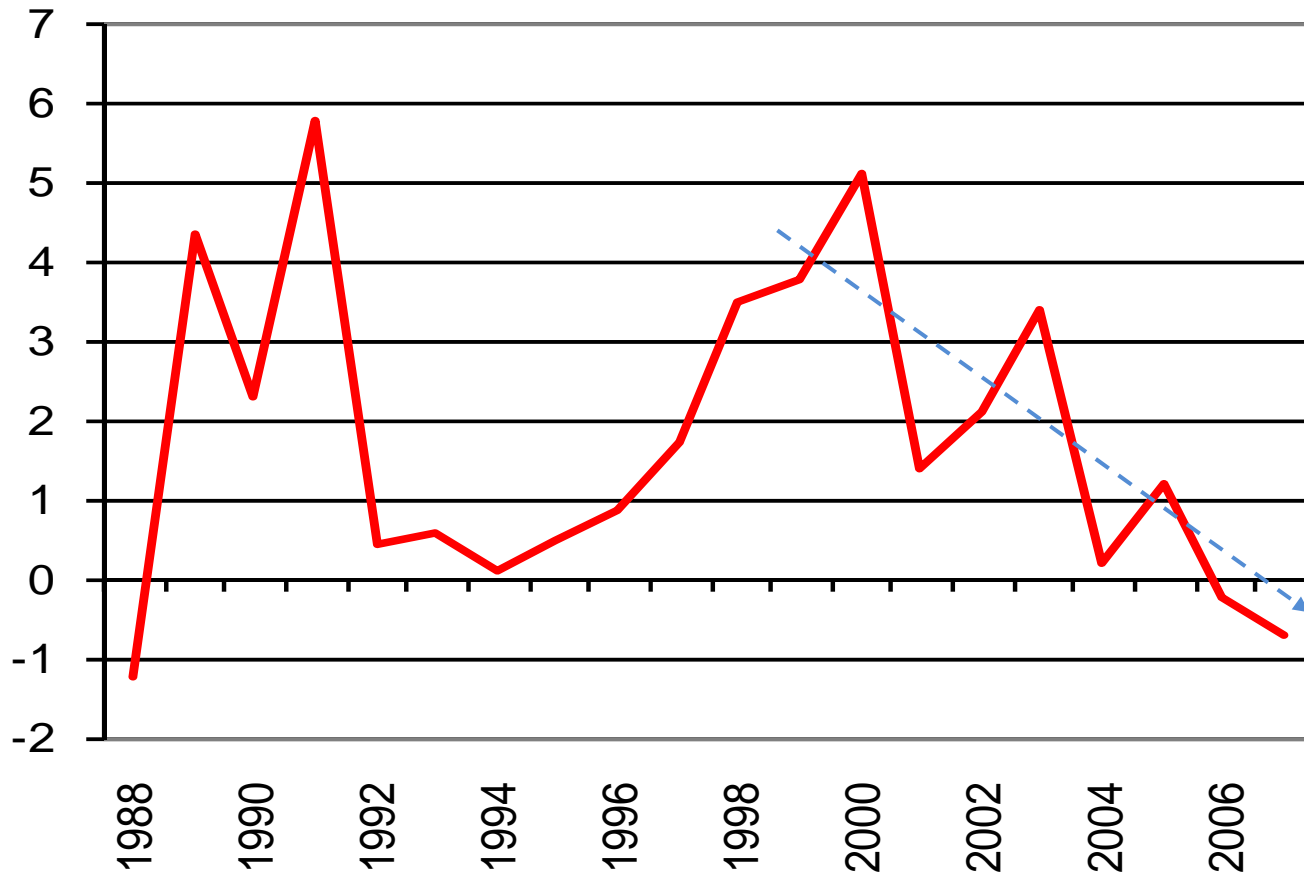




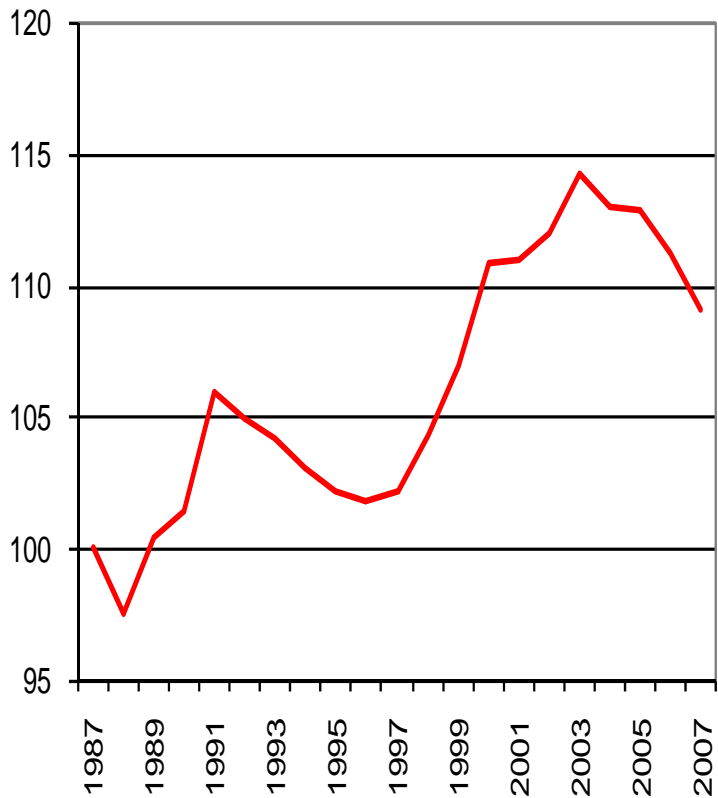
- Tx de croissance PIB réel
- Tx de croissance du PIB réel / Hab
- Tx de croissance PIB réel annuel moyen
- Tx de croissance du PIB réel / Hab annuel moyen



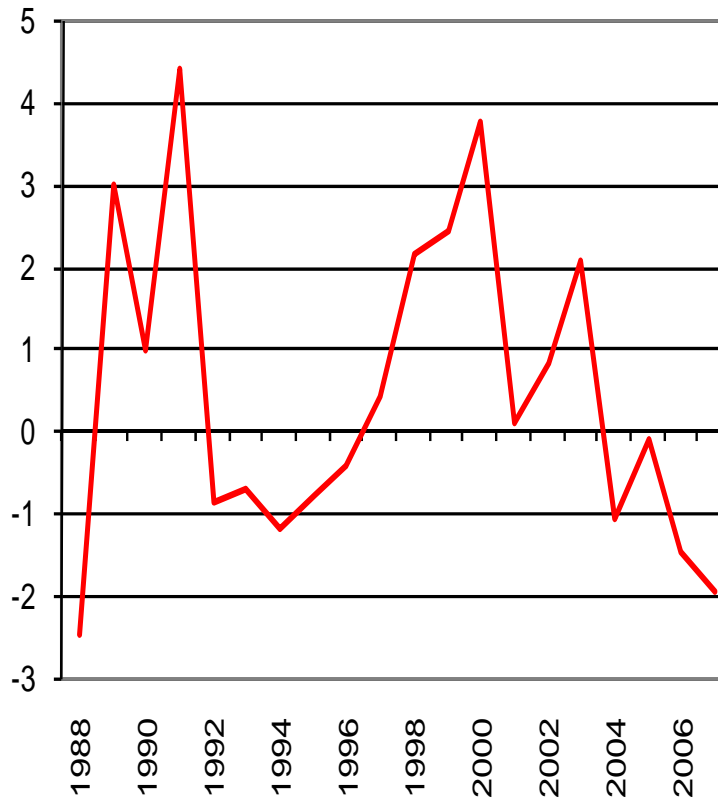
Taux de croissance du PIB réel (%)



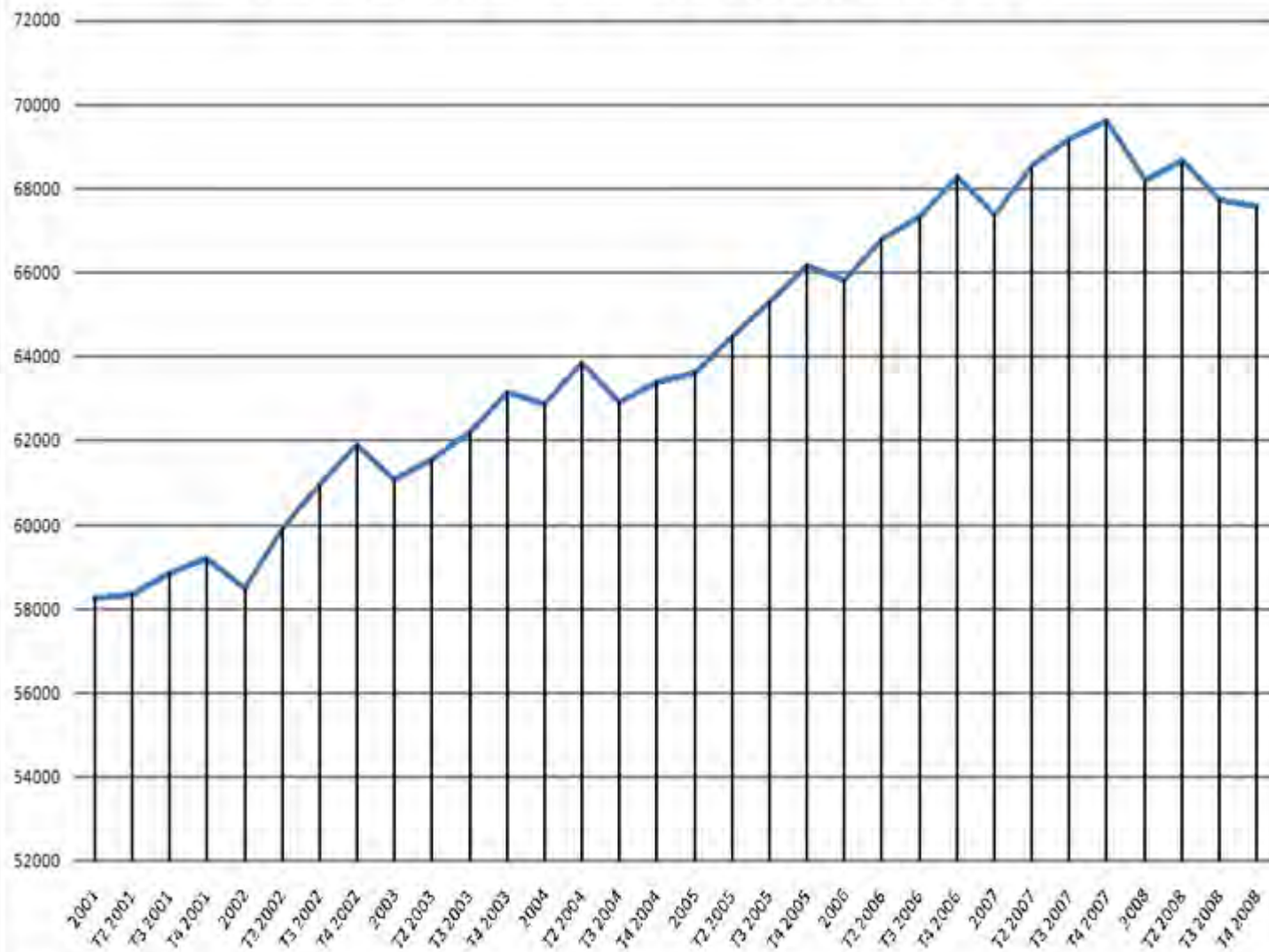
PIB réel par habitant (base 100 en 1987)



Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



Evolution des effectifs salariés déclarés à la CPS par trimestre



Conséquence de la longue anémie de l'économie polynésienne:

▲ : Sous emploi des ressources humaines:

- ▲ Taux d'activité: PF 58%, France 69%, États-unis 75%
- ▲ Taux d'emploi: PF 50%, France 64%, États-unis 71%

▲ PIB par tête stagnant depuis la fin des années 80



2. Les causes du blocage de croissance

- ▲ Évidemment des **raisons conjoncturelles**:
 - ▲ Tourisme: septembre 2001
 - ▲ Perle: marché mondial de la perle défavorable
 - ▲ Pêche: disponibilité réduite des bancs de poisson
 - ▲ Effet de la crise de 2008-09: particulièrement sensible sur le tourisme (baisse du dollar US et du revenu national US en particulier)
- ▲ Mais surtout **raisons structurelles**:
 - ▲ Manque de compétitivité
 - ▲ Mauvaise gouvernance

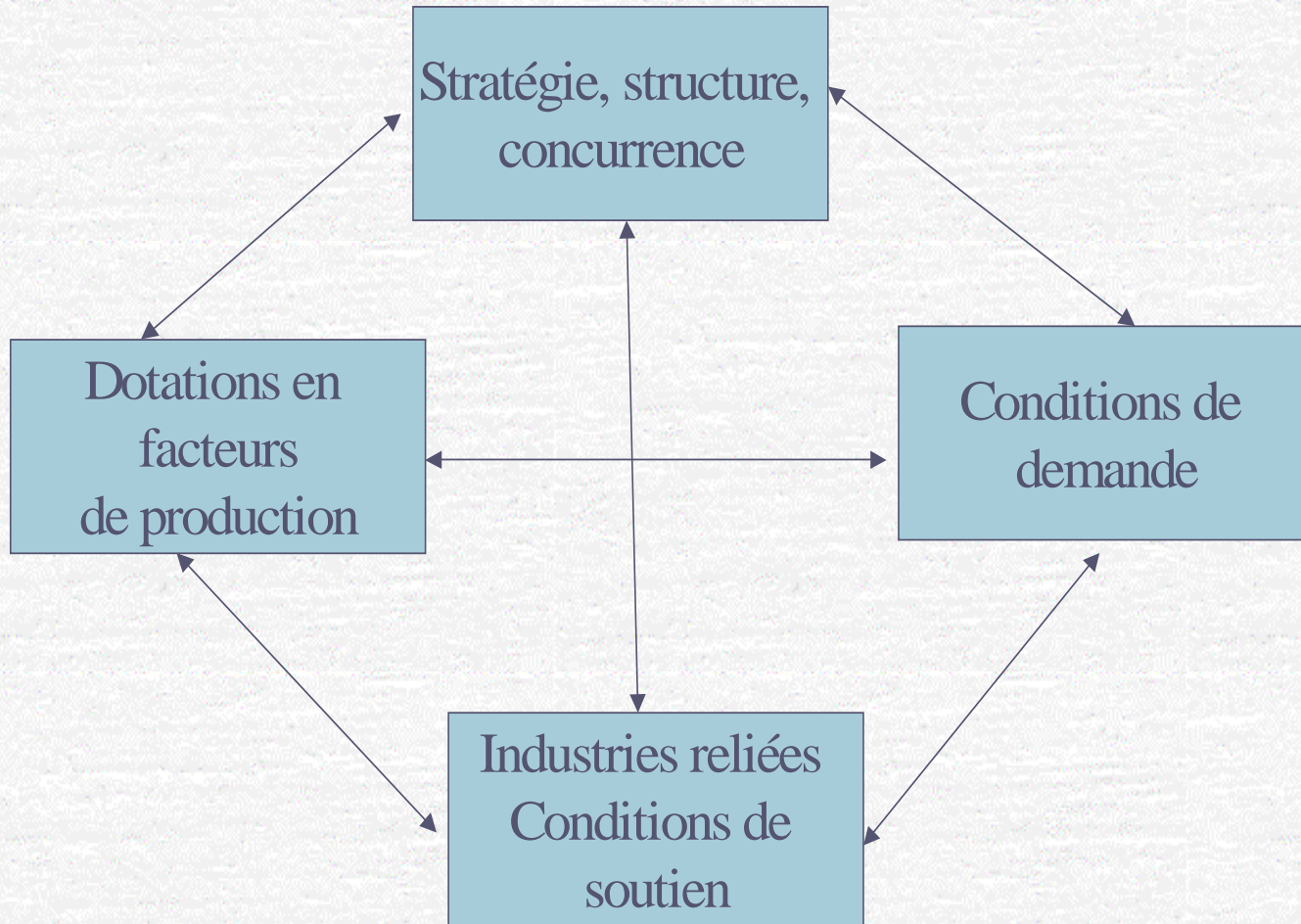


Manque de compétitivité

- ▲ Un « diamant de la compétitivité » (Porter) très faible pour la PF:
- ▲ Aux 4 pointes du diamant, conditions défavorables à la compétitivité



LE SCHEMA DU DIAMANT DE M. PORTER



▲ **Dotations en facteurs:**

- ▲ Manque de terres
- ▲ Éloignement
- ▲ Ressources humaines limitées (en nombre et qualité – capital humain accumulé)

▲ **Faible tissu industriel**

- ▲ Peu d'activités industrielles se soutenant mutuellement
- ▲ Faibles « économies d'agglomération »



▲ **Demande:**

- ▲ Faibles volumes
- ▲ Résignation sur les prix et la qualité des produits

▲ **Structures de marchés**

- ▲ Faible intensité de la concurrence
- ▲ Industries de réseau (énergie, télécoms,..) en position de monopoles mal régulés
- ▲ Fortes incitations aux recherches de rentes plutôt qu'à l'innovation



▲ Estimation des suppléments de coûts dus à la petite taille et à l'éloignement des petits pays insulaires par rapport à un pays médian au niveau mondial (Hongrie):

- ▲ + 14% en moyenne pour l'industrie manufacturière
- ▲ + 29% pour le tourisme et l'hôtellerie



- ▶ Or les salaires en PF sont élevés par rapport aux salaires médians dans l'industrie mondiale.
- ▶ La défiscalisation ne compense qu'imparfaitement le handicap du côté du capital.
- ▶ Le taux de change du Franc CFP (collé à l'euro) ne favorise pas la compétitivité des produits et services polynésiens.



▲ Conséquence:

- ▲ Aux prix concurrentiels mondiaux, et compte tenu des coûts de facteurs, aucune activité de production « standard » n'est viable en PF.
- ▲ Seules activités viables: niches apportant des «rentes » au-dessus des prix concurrentiels: tourisme de luxe, artisanat, produits artistiques, services à forte valeur ajoutée....
- ▲ Mais insuffisant pour l'ensemble de la population active: **l'aide extérieure est nécessaire à long terme**



Mauvaise Gouvernance

- ▲ Système mélangeant un capitalisme tiré par la puissance publique et un capitalisme de type oligarchique: pas favorable à la croissance à long terme (voir Baumol, Litan, Schramm, *Good capitalism, bad capitalism*, 2007)



- ▲ Statut d'autonomie plus d'effets pervers que d'effets positifs
 - ▲ Positif: décentralisation des décisions, efficace pour la gestion des biens publics locaux
 - ▲ Négatif: risques de corruption et de mauvaises politiques (de protection de rentes plutôt que d'encouragement au dynamisme économique)



- ▶ Toutes les conditions réunies pour que la décentralisation soit inefficace:
 - ▶ Étroitesse des liens entre politiques et sociétés contrôlant l'économie
 - ▶ Pilotage de l'économie par la puissance publique
 - ▶ Faiblesse des institutions de contre pouvoir:
 - ▶ Pas de droit de la concurrence
 - ▶ Pas de régulation des industries de réseaux par des autorités indépendantes
 - ▶ CTC: rôle actif récent, mais un peu trop tard (nécessité de contrôle en amont)



Une économie administrée

- ▲ Rôle anormalement élevé de la politique et de l'administration:
- ▲ Sur 500 Milliards de PIB environ 350 de ressources publiques



- ▶ Recettes fiscales par rapport au PIB :
38% en PF contre 43% en France, 36%
Allemagne, GB, 35% NZ, 32%,
Australie, 26% USA, 25% Japon.
- ▶ Mais on devrait se trouver à beaucoup
moins que 38% étant donné que sécurité,
justice, éducation sont pris en charge par
des transferts de l'État français.



- ▶ Nombreuses réglementations limitant l'entrée sur les marchés: il faut le plus souvent l'autorisation du gouvernement (du président): énergie, télécoms, transports, grande distribution, etc...
- ▶ Nombreux contrôles des prix et des marges (PPN, PGC, etc...) : 30% des produits alimentaires
- ▶ Contrôle de l'accès à l'investissement aidé: subventions, défiscalisations,...
- ▶ Contrôle des investissements étrangers
- ▶ Nombreuses sociétés comprenant du capital *public (SEM)*



- ▶ Caractère très politique de la réglementation
- ▶ Le statut d'autonomie donne la compétence de la gestion de l'économie au Pays et le statut contient le plus souvent des règles telles que c'est le gouvernement (président) qui prend la décision finale.



Quelques exemples de réglementations

Contrôles des prix et marges des PPN et PGC

- ▲ Voir JO de la PF 13 février 1992 :
Arrêté n° 171 du 7 février 1992 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire



▲ Article 1er:

« Dans le territoire de la PF les prix et les marges des produits, qui ne sont pas destinés à satisfaire les besoins d'une activité professionnelle, sont réglementés à la revente, quelle que soit la nature juridique des entreprises qui les commercialisent.. »



- ▲ Ces produits sont classés en quatre régimes:
 - ▲ PPN: bénéficient de l'exonération totale des droits et taxes et de la prise en charge du fret maritime interinsulaire. Prix ou marges fixés en valeur absolue
 - ▲ PGC: marges de commercialisation fixées en valeur relative
 - ▲ Produits dont la marge est plafonnée en valeur relative
 - ▲ Produits bénéficiant de la liberté totale de fixation des prix.



- ▲ Liste des PPN, (revue de temps en temps):
 - ▲ Coqs, poules et poulets, non découpés en morceaux
 - ▲ Différents types de beurre
 - ▲ Différents types de lait
 - ▲ Pâtes alimentaires
 - ▲ Riz
 - ▲ Huile
 - ▲ Etc....



▲ L'arrêté précise la marge de commercialisation maximale

▲ Exemples:

▲ Pâtes alimentaires non cuites ni farcies ni autrement préparées (etc.....la précision est diabolique !): 50 F/kg

▲ Haricots blancs conserves en boîtes métalliques, etc...: 14F/boîte; 40F/kg.



- ▲ Puis viennent les listes des PGC et des produits dont la marge est plafonnée en valeur relative:
 - ▲ Exemple: viandes de gros bovins désossées (entrecôte, rumsteck) marge maximale 45%
 - ▲ Préparations et conserves de poissons
 - ▲ Sardines : marge maximale de 26%
 - ▲ Thon: 34% (?????)



- ▲ Les listes de produits sont longues.
- ▲ Environ 30% des références dans l'alimentaire sont réglementées
- ▲ Il existe évidemment des PGC non alimentaires: tabacs, pharmacie, livres et papeterie,..
- ▲ Les prix des hydrocarbures sont contrôlés ainsi que ceux de l'énergie, des transports, etc.



Réglementation de l'accès à l'investissement défiscalisé (diverses lois de pays)

- ▲ Avis demandé à la commission consultative des agréments fiscaux. Celle-ci « prend en considération les avantages et inconvénients de l'investissement proposé, en matière d'emploi, de développement durable, d'environnement, de qualité et d'intégration architecturale et d'opportunité économique et budgétaire » (LP 951-3)



▲ In fine, décision du conseil des ministres,
càd du président du Pays.



Réglementation en matière de production agricole

- ★ Conférences agricoles mensuelles déterminant les quotas d'importation en fonction des prévisions de l'offre et de la demande



▲ Conf. d'avril 2005:

- ▲ Cas du chou dont le prix continue de progresser alors que surproduction prévue
- ▲ Fermetures des quotas d'importation pour aubergine, concombre, chou, courgette, melon, navet...
- ▲ Ouverture des importations pour haricot vert, persil, poireau
- ▲ Limitation des quotas de mandarines à 10 t et poivrons de couleur à 5 t.



✦ Autre exemple:

✦ Réglementation des poules pondeuses



L'inefficacité des réglementations

▲ Cf. les nombreux rapports de la CTC

▲ Site : www.ccomptes.fr

▲  C.R.T.C.

▲ Voir par exemple:

▲ 2008: Agriculture; Affaires foncières; Établissement des grands travaux (EGT)

▲ 2007: Service public de l'électricité et TEP

▲ 2006: Port autonome de Papeete; GIP; Construction de la présidence; Présidence et services rattachés.



- ▲ Cherté de la vie à Tahiti; problème encore plus aigu dans les îles éloignées
- ▲ Nombreux gaspillages dans l'usage des fonds publics (GIP, Présidence, SEM,...)
- ▲ Faible efficacité de la politique redistributive (PPN, SMIG,...)



▲ Les tests d'efficacité devraient être les suivants :

- ▲ est-ce que les aides vont aux personnes que le gouvernement souhaite réellement soutenir ?
- ▲ est-ce que les coûts du système sont transparents et mesurables ?
- ▲ est-ce que les coûts administratifs du système sont les plus faibles possibles ?
- ▲ est-ce que les recettes sont tirées de la source la moins coûteuse pour l'économie.



3. Réforme ou déclin



Créer un environnement plus favorable au capitalisme entrepreneurial

- ▲ Sortir les décisions d'affaires du contrôle politique
 - ▲ Préoccupation commune à toutes les économies du Pacifique comme en témoigne la récente réunion du PIPSO (*Pacific Islands Private Sector Organisation*) (cf. article de *Islands Business*, Sept. 07, p. 41: « *Private sector needs pro-business environment* »), :
 - ▲ « *The government needs to get out of running businesses* »
 - ▲ *The Pacific is the last of the world's regions where monopolies exist in the essential services sector* »



Déréglementer et libéraliser

- ▶ Supprimer les réglementations inefficaces
- ▶ Améliorer les réglementations inévitables
- ▶ Réduire la fiscalité douanière et lui substituer une fiscalité directe (type impôt sur le revenu) ou indirecte TVA plus efficace



Renforcer les institutions de contrôle

- ▲ Décentralisation exige que les acteurs locaux aient les bonnes incitations: responsabilisation des gouvernants
- ▲ Mise en place d'autorités administratives indépendantes:
 - ▲ Concurrence
 - ▲ Régulation des industries de réseaux (télécoms, énergie, transports,...)
- ▲ Rôle de la justice dans la sanction de la corruption



Revoir les formes et l'orientation de l'aide nationale

- ▶ Trop orientée vers la consommation:
 - ▶ En grosse proportion: salaires et retraites des fonctionnaires
 - ▶ Même la DGDE a été en partie orientée vers la consommation
- ▶ Réorienter l'aide vers l'investissement et les gains de productivité



- ▶ La défiscalisation subventionne la formation de capital: insuffisant
- ▶ Il faut aider les investissements en infrastructures et pour la production d'énergie et de télécoms (*utilities*)
- ▶ Envisager de nouvelles formes d'aides aux exportations (directes ou par acceptation de prix d'achat plus élevés)
- ▶ Favoriser la mobilité de la main d'œuvre



Conclusion

- ▶ La Polynésie française a besoin d'une croissance économique moins dépendante des transferts de la France
- ▶ Cela passe aujourd'hui par une libéralisation accrue de l'économie et la création des conditions plus favorables à un capitalisme d'entreprise plutôt qu'à un capitalisme de type oligarchique tiré par la puissance publique
- ▶ Une aide des pays plus avancés comme la France(et l'Europe)devra perdurer. Il reste à en améliorer l'efficacité

